

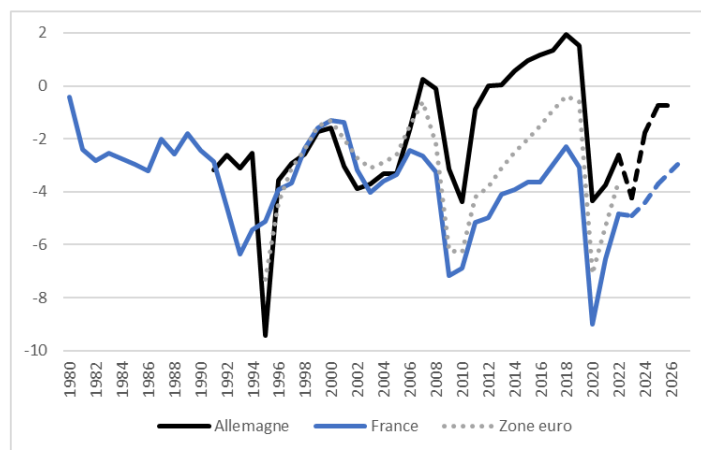
53 - Les politiques budgétaires européennes

Thème 532 – Quelle politique budgétaire mettre en œuvre pour financer le réarmement et doper la croissance et l'innovation en Europe ?

Partie 1 – Comparaison des situations budgétaires de la France et de L'Allemagne entre les années 1990 et 2024

Document 1 :

Graphique 2 : Déficits publics (en % du PIB)



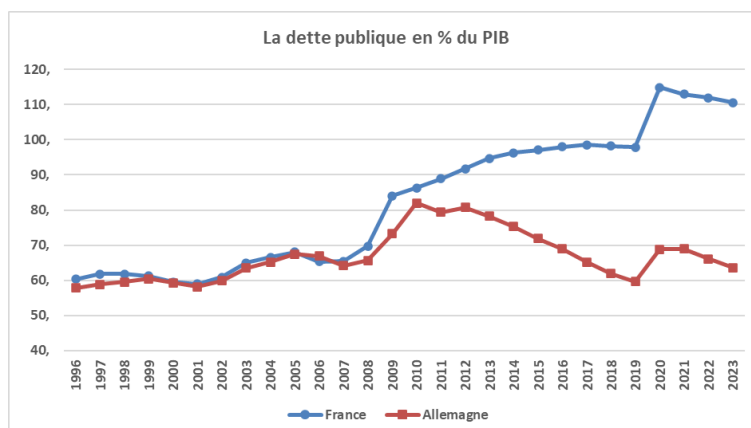
Source : Eurostat (2023), Programme de stabilité allemand 2023, Programme de stabilité français 2023.

Source : Eurostat

Questions

1. Donnez le mode de lecture du chiffre de la France en 2009
2. Définissez la notion de déficit public et de déficit budgétaire (rappel : [ici](#))
3. Observe-t-on une corrélation (si oui positive ou négative) entre le solde des administrations publiques françaises et allemandes sur la période 1990-2023 ? Justifiez votre réponse en opérant une périodisation
4. Quelles différences constatez-vous entre le solde des administrations publiques françaises et allemandes ? Justifiez votre réponse et opérez des calculs de comparaison (au moins 2)

Document 2 :



Source : Eurostat

Questions

5. Donnez le mode de lecture du chiffre de la France en 2009
6. Définissez la notion de dette publique en la rattachant au déficit public (rappel : [ici](#))
7. Sur quelles périodes observe-t-on une corrélation(si oui positive ou négative) entre le solde des administrations publiques français et allemand sur la période 1996-2023 ? Justifiez votre réponse en opérant une périodisation
8. Quelles différences constatez-vous entre le solde des administrations publiques français et allemand ? Justifiez votre réponse et opérez des calculs de comparaison (au moins 2)

Document 3 :

"La France doit impérativement réduire son déficit public et replacer la dette sur une trajectoire descendante", a déclaré Pierre Moscovici. Confirmant que la situation conduit à conclure que l'objectif de déficit public à 5,1 % du PIB fixé par le gouvernement sortant pour 2024 ne sera "pas atteint", il a en outre laissé entendre que le chiffre de 5,6 % évoqué par le Trésor en juillet pourrait être "le moins mauvais que l'on puisse espérer", du fait de recettes fiscales en berne et de dépenses plus élevées que prévu.(...)

il serait bon ton de définir une "trajectoire crédible". Tout en insistant sur l'importance d'assainir les finances publiques, il s'est prononcé contre un retour à marche forcée, d'ici à 2027, du déficit public sous les 3 % du PIB, jugeant que cet objectif n'était ni "possible", ni "souhaitable", ni "vertueux". Et d'expliquer : "La réduction brutale, uniforme, des dépenses publiques n'est pas une solution pour réaliser ces économies. Il faut opérer intelligemment et efficacement en agissant sur la qualité de la dépense". (...)

A contrario, le haut fonctionnaire a mis en garde sur les conséquences qu'engendrerait une inaction des pouvoirs publics en la matière. "Si rien ne change, le déficit continuera d'augmenter et pourrait s'élever à 6,2 % en 2025", a-t-il prévenu, rappelant qu'un Etat trop endetté est un Etat sans marge de manœuvre. (...)

Pierre Moscovici a, par ailleurs, fait part de son scepticisme quant à l'existence d'un "remède miracle par la croissance", dont il a rappelé qu'elle plafonnerait "autour de 1% pour les années qui viennent". Semblant critiquer, en substance, la politique de l'offre menée au cours des dernières années, il a estimé que "raconter qu'il suffit d'investir, que la croissance va suivre et que les recettes vont monter, ce n'est pas réaliste". Il a aussi défendu une stratégie de redressement des comptes publics fondée sur des "dépenses intelligentes", et "la réalisation d'économies en dépenses, pour que chaque euro d'argent public dépensé soit une dépense de qualité".

Source : <https://lcp.fr/actualites/la-france-doit-imperativement-reduire-son-deficit-public-exhorte-pierre-moscovici-312292>

9. Questions : Quelles est la situation budgétaire de la France en 2024 selon P Moscovici ?
10. Complétez le tableau ci-dessous

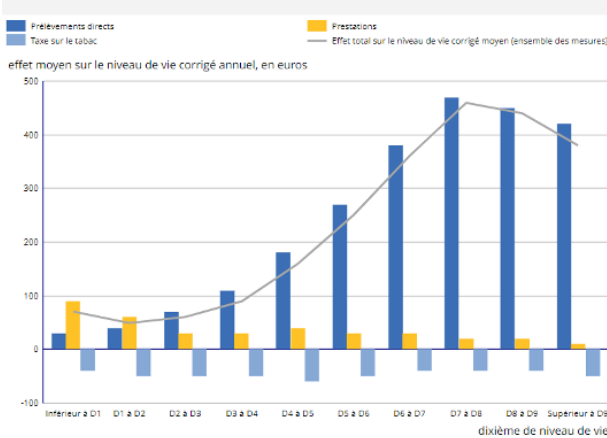
Solutions pertinentes	Solutions ni souhaitables , ni possibles, ni vertueuses

Document 4 :

A : Baisse de prélèvements obligatoires depuis 2017

B : Gain net des mesures d’allègements socio-fiscaux et d’aides mises en place sur les exercices 2020-2021 par décile de richesse

Figure 8 – Décomposition de l'effet des prélèvements directs et indirects et des prestations sur le niveau de vie corrigé, par dixième de niveau de vie (effet consolidé)



Inté	Coût budgétaire en milliards d'euros
	15,5
%	11,5
CFE	2,5
sur les	29,5
on	18,2
ur le revenu	5,4
	4
udiovisuelle	3
ur les	0,6
sur les	31,2
EMENTS	60,7

période 2016-2023 a été marquée par d'importantes baisses d'impôts, dont l'impact est estimé à 62 milliards d'euros en 2023, soit 2,2 points de PIB ». « **Le gouvernement s'est lui-même créé ses problèmes de recettes », pour reprendre les termes de l'économiste Michaël Zemmour.**

Les résultats de cette politique de l'offre sont insatisfaisants au regard de leur objectif initial de stimuler l'activité économique, créer des emplois et attirer les investisseurs étrangers. Si le gouvernement démissionnaire met en avant les 2 millions d'emplois créés, le chômage reste à un niveau plus élevé que dans les pays européens (respectivement à 7,3% de la population active et 6%)(...)

Plusieurs rapports mettent en évidence le manque de ciblage de ces aides et leur coût exorbitant pour la puissance publique. Au-delà de leur coût pour les finances publiques, ces largesses interrogent alors qu'en parallèle de nombreuses réformes de

restriction de droits sociaux ont été justifiées par la nécessité de réaliser des économies budgétaires : réforme des retraites (2023), réformes du marché du travail et de l'assurance chômage (2017, 2018, 2019, 2022, 2023).

Source : Stanislas Gosse, Louis-Samuel Pilcer, Simon-Pierre Sengayrac, Situation budgétaire de la France : quelle trajectoire pour 2025 ?, Fondation Jean Jaurès, le 27/09/2024

Questions :

11. Expliquez la phrase soulignée en mobilisant le tableau
12. Les objectifs visés ont-ils été atteints ?
13. En quoi la politique d'allègements sociaux-fiscaux a-t-elle creusé les inégalités ?

Document 5 :

Les choix de politique budgétaire en France et en Allemagne, ainsi que la situation des finances publiques qui en résulte, sont marqués par des différences sensibles depuis les années 1990. Mais c'est à partir du milieu des années 2000 que les trajectoires budgétaires des deux pays ont nettement divergé, ce qui se mesure à travers le solde budgétaire et le niveau de la dette publique. Cette situation s'explique par la façon dont les décideurs politiques ont géré les crises auxquelles ils ont dû faire face respectivement, mais aussi par l'influence des institutions et des cultures nationales. Les conséquences de la gestion de la dette publique se traduisent de façon différente dans chaque pays. Côté allemand, des investissements publics trop faibles qui pèsent sur la qualité des infrastructures et le niveau opérationnel des armées. Un modèle de croissance fortement exposé aux risques internationaux et une réticence face au renforcement de la coordination de la politique économique au niveau européen.

Source : Andreas EISL, Politique budgétaire en France et en Allemagne : des divergences insurmontables ?, Note de l'IFRI n°34, sept 2023

- Questions :
14. Comment expliquez les différences de politique budgétaire de la France et de l'Allemagne ?
 15. L'Allemagne est-elle dans une situation aussi favorable qu'on le dit ?

Partie 2 – Quelles politiques budgétaires appliquer en 2025 dans un nouveau contexte ?

Document 6 :

la Commission européenne a dévoilé, mercredi 19 mars, non seulement sa note d'orientation en matière de défense, intitulée « Etre prêt en 2030 », qui détaille les menaces et les moyens pour y répondre, mais aussi les textes législatifs que la Commission propose aux Etats pour renforcer leur sécurité et l'industrie de défense d'ici à cinq ans.

Cet objectif de 2030 n'est pas fortuit. « Nombre de nos agences de renseignement nationales nous informent que la Russie pourrait tester la capacité de l'Union européenne à se défendre d'ici trois à cinq ans », a rappelé Kaja Kallas, la cheffe de la diplomatie européenne. Dans la note d'une vingtaine de pages, l'Union européenne (UE) évoque les bouleversements qui l'obligent à lancer cette politique de réarmement : « L'ordre international subit des changements d'une ampleur inégalée depuis 1945 », y est-il écrit. L'agressivité d'Etats autoritaires, dont la Russie, mais également la Chine, ne cesse de se renforcer, tandis que les Etats-Unis de Donald Trump ont manifesté leur volonté de se détourner de l'Europe.

Dans ce sombre panorama, « nous ne pouvons pas nous permettre d'être bousculés par l'histoire », assurait, mardi 18 mars, à Copenhague, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission. Celle-ci assure que « pour 2030, l'Europe doit avoir une posture de défense européenne forte. Etre préparé pour 2030 signifie s'être réarmé et avoir développé les capacités nécessaires pour une dissuasion crédible. (...) Pour être prêt en 2030, nous devons agir maintenant. Et c'est là que l'UE entre en scène. »

Source : Philippe Jacqué, L'Union européenne se donne cinq ans pour se réarmer, Publié in Le Monde le 20 mars 2025

Questions :

16. Quel est le nouveau contexte auquel l'Europe doit faire face ?
17. Quelles solutions préconisent-elles pour y répondre ?

Document 7 :

Les commentateurs allemands ont choisi le nom d'une arme dont l'efficacité s'était montrée redoutable pendant la deuxième guerre mondiale, le bazooka, pour caractériser l'impact potentiel du plan avancé, mardi 4 mars, par le futur chancelier conservateur allemand, Friedrich Merz, et ses partenaires sociaux-démocrates dans la coalition en cours de négociation. Ce « double bazooka » économique constitue en effet une avancée majeure de Berlin pour reprendre le dessus face à des défis d'ampleur historique, intérieurs et extérieurs.

Ce plan prévoit d'abord une réforme du frein à l'endettement, mécanisme ancré dans la Constitution qui bloque depuis de longues années l'investissement public dans un pays aux infrastructures vieillissantes et à la défense notoirement sous-financée. Une telle réforme de la discipline budgétaire devrait permettre l'augmentation des dépenses militaires qu'exige la situation actuelle en Europe. Cette mesure, qui lève un tabou politique allemand, est assortie de la création d'un fonds spécial de 500 milliards d'euros sur dix ans destiné à moderniser les infrastructures (routes, trains, écoles).

Cette politique à double détente vise deux objectifs : relancer la croissance économique allemande, en récession depuis deux ans à la suite du choc de la guerre en Ukraine ; et permettre à Berlin de reprendre sur la scène européenne un leadership qui a souffert de la faiblesse du prédécesseur de Friedrich Merz, Olaf Scholz.

Source : En Allemagne, un tournant majeur et bienvenu , Publié in Le Monde le 07 mars 2025

Questions :

18. En quoi consiste le double bazooka ?
19. En quoi rompt-elle avec les politiques menées traditionnellement par l'Allemagne ?
20. En quoi peut-elle permettre de répondre aux défis auxquelles l'Allemagne est confrontée (cf doc 5)

Document 8 :

Car en des temps d'urgence et de guerre, les études historiques montrent que du financement conséquent et rapide de dépenses militaires s'obtient essentiellement par l'endettement pour ne pas répéter les erreurs de l'Angleterre des années 1930 qui s'est montrée budgétairement trop « prudente » face à l'Allemagne nazie. Et donc un financement par dette européenne mutualisée (une des options considérées par le rapport Draghi), pourrait bénéficier du cadre européen existant et, en plus, développer des initiatives intergouvernementales ciblées de partage du risque.

Il y a aussi, en dehors des pics de dépenses militaires (bien connus avant les guerres mondiales en 1914 et 1939), des arguments économiques très classiques pour le financement budgétaire par la dette : (a) la stimulation de l'économie en période de ralentissement, où en période de récession ou de croissance faible (ce qui est le cas aujourd'hui en Allemagne et en France), l'endettement public peut financer des dépenses d'investissement qui stimulent la croissance sans l'effet contractionniste du financement par l'impôt; (b) le financement d'investissements productifs pour des infrastructures, l'éducation, la recherche ou la transition écologique, où la dette peut générer une croissance future supérieure à son coût ; (c) une répartition intergénérationnelle de l'effort plus juste car certains investissements (infrastructures, transition énergétique mais aussi la défense et la sécurité) ont des bénéfices à long terme, donc logiquement les générations futures, qui bénéficieront de ces projets, devraient participer plus de leur financement via le remboursement de cette dette.

Source : Luiz Awazu Pereira da Silva, Concilier les urgences de financement en Europe : Défense, Climat et Social, in OFCE, le 24 mars 2025

Questions :

21. En quoi le financement par la dette semble être une solution pertinente pour financer le réarmement ?

Document 9 :

Un pot commun européen pour acheter des armes ? Alors que la Russie fait planer de nouvelles menaces aux limites de l'Union européenne, le débat sur un emprunt commun aux Vingt-Sept pour financer le réarmement du Vieux Continent refait surface. Le président français Emmanuel Macron s'est dit "convaincu" de la nécessité d'un tel mécanisme conjoint face au "mur de la dette", à l'issue d'un sommet européen, jeudi 20 mars (.....)

En ce qui concerne la défense, la Commission européenne pourrait emprunter de l'argent sur les marchés et financer des projets ou directement les Etats en appliquant des clés de répartition, par exemple en fonction des besoins ou de la taille du pays. Mais "cette fois, nous sommes dans une logique où il faudra se mettre en état de marche assez rapidement, sur une question très stratégique", insiste Pierre Haroche, évoquant plusieurs scénarios. L'un d'eux serait de verser des subventions aux Etats membres, mais également de financer des instruments de soutien aux acquisitions conjointes et à l'augmentation de capacité de production.

"Un dernier volet possible, le plus novateur, serait de constituer un fonds d'achat d'armes" au niveau européen, sur le modèle de l'achat groupé des vaccins contre le Covid-19, poursuit le chercheur. "L'argent pourrait être dépensé par l'Agence européenne de défense, soutenue par des administrations nationales." En clair, confier un mandat à l'Union européenne pour acheter des armes, plutôt que d'inciter ses membres à le faire, sans assurance d'obtenir le résultat souhaité. Cette "centrale d'achat" pourrait fonctionner avec les consommables, explique le chercheur, citant les munitions, les missiles et le système de défense, les drones... "Cela n'a pas beaucoup de sens d'attendre que les Etats membres arrivent à remplir le Caddie, après une coordination longue et laborieuse."

Source : Fabien Magnenou, Réarmement de l'Europe : on vous explique le débat autour du grand emprunt européen voulu par la France et d'autres Etats, Publié in France info le 22/03/2025

Questions :

22. Quelles est la solution préconisée par Emmanuel Macron ?

23. Quels en seraient les avantages ?

24. Quelles en sont les limites ?